

## Terrorisme: Gordon Brown sur la défensive après sa victoire à l'arraché

LONDRES (AFP) - Le Premier ministre britannique Gordon Brown s'est défendu jeudi d'avoir "acheté" les voix d'un petit parti d'Irlande du Nord qui lui ont permis d'arracher in extremis une courte victoire lors d'un vote-test mercredi au Parlement.



Le Premier ministre britannique Gordon Brown lors de sa conférence de presse mensuelle au 10 Downing Street à Londres, le 12 juin 2008 (© AFP - Lefteris Pitarakis)

Son projet de loi controversé, qui prévoit de porter la durée maximale de la garde à vue de 28 à 42 jours pour les suspects de terrorisme, a été approuvé mercredi soir à la chambre des Communes par 315 voix pour et 306 contre. Près de 40 députés travaillistes "rebelles" ont joint leur voix à celles de l'opposition, en vain.

M. Brown n'a dû son salut qu'à l'apport des voix du Parti unioniste démocrate, évitant de justesse l'humiliation d'une première défaite parlementaire depuis son arrivée au pouvoir en juin 2007, et ce sur un sujet dont il a fait une affaire personnelle.

"Il n'y a pas eu d'accord avec le Parti unioniste démocrate, ni avec les unionistes d'Ulster en général", a assuré M. Brown lors d'une conférence de presse convoquée à la hâte au lendemain du vote.

Le Premier ministre était interrogé sur des rumeurs persistantes, relayées par la presse et l'opposition, selon lesquelles le gouvernement aurait promis aux élus d'Irlande du Nord d'investir plus d'argent dans leur province en échange d'un vote favorable sur le projet de loi antiterroriste controversé.

M. Brown a affirmé que les députés irlandais avaient approuvé son projet controversé parce que "les gens en Irlande du Nord savent ce que fait le terrorisme".

"Que les Nord-irlandais approuvent le principe selon lequel il faut prendre des mesures contre le terrorisme est à mon sens non seulement compréhensible, mais c'est exactement ce qu'il convient de faire", a-t-il ajouté.

Plus généralement, le Labour a été soupçonné d'avoir multiplié les promesses en tout genre aux "rebelles" travaillistes potentiels ces derniers jours.

"Je ne fais pas de compromis sur le terrorisme", a affirmé M. Brown, visiblement piqué au vif par ces allégations.

Le chef du gouvernement s'en est également pris à l'opposition conservatrice. "Je pense qu'ils regretteront leur décision de ne pas soutenir les mesures nécessaires dans ce pays pour s'attaquer aux causes et aux problèmes liés au terrorisme", a-t-il prévenu.

Quelques heures plus tard, les Tories répondaient à leur façon: le porte-parole des Conservateurs pour les questions intérieures, David Davis, a annoncé en début d'après-midi qu'il allait démissionner de son mandat de député, pour provoquer un débat sur ce projet de loi.

"Lors de cette législative partielle, je plaiderai contre l'étranglement progressif des libertés fondamentales par ce gouvernement", a-t-il expliqué à la presse. M. Davis compte être candidat à sa propre succession.

Ce vote faisait office de véritable test pour l'autorité du Premier ministre, malmené dans les sondages après la déroute historique de son parti travailliste lors d'élections locales le mois dernier et un revers cuisant lors d'une législative partielle.

Cette victoire devrait faire taire au moins provisoirement les critiques de moins en moins voilées au sein du Labour. Mais elle est si étriquée "qu'elle ressemble à une défaite", souligne le Daily Telegraph, résumant l'avis dominant des éditorialistes.

Le Times parle d'une "humiliation personnelle" pour Gordon Brown, malgré un "coup tactique" porté à l'opposition. Pour l'Independent (centre-gauche), cette "victoire à la Pyrrhus" n'a fait "qu'exposer sa faiblesse et son manque d'autorité".

D'autant que le projet de loi doit encore passer l'obstacle de la chambre des Lords, qui sauf surprise devrait le rejeter, le Labour ne disposant pas d'une majorité à la chambre haute du Parlement.